

# **GROUPE DE TRAVAIL DU CRIES SUR LA CONJONCTURE SOCIALE**

**ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DU CRIES**  
**17/12/2025**

# Sommaire

1. Contexte et enjeux
2. Organisation et fonctionnement du groupe de travail
3. Principaux sujets de débats
4. Préconisations
5. Illustration à partir d'une thématique

Annexe: liste des indicateurs retenus

## 1. Contexte et enjeux (1/4)

Le CRIES a confié une mission relative à l'élaboration d'un tableau de bord de la conjoncture sociale à un groupe de travail

*« Ce groupe réalisera une analyse des outils statistiques déjà en place et suggérera, si nécessaire, un nouvel outil dans le rapport qui sera rendu à la fin de l'année 2025.*

*Les objectifs du GT se déclinent ainsi :*

- partager les expériences des participants en matière de suivi de la conjoncture sociale et les usages ;*
- recenser l'existant (sources et indicateurs) ;*
- déterminer les échelons géographiques d'analyse et de comparaison entre les territoires ;*
- statuer sur la périodicité de mise à jour ;*
- s'accorder sur une liste restreinte d'indicateurs pertinents pour chaque thématique du champ social, à la fois conjoncturels (permettant de suivre les évolutions sur une courte période, en général infra-annuelle et rapidement disponible) et structurels. Les sources utilisées doivent être accessibles par tous les organismes membres du groupe de travail ;*
- in fine, proposer une maquette de tableau de bord de suivi de la situation sociale. D'autres livrables intermédiaires pourront être nécessaires pour accompagner les acteurs dans la compréhension de la construction du tableau de bord final. »*

## 1. Contexte et enjeux (2/4)

### Des besoins réaffirmés en matière de productions statistiques sur les enjeux sociaux

- Loi pour le plein emploi, avec inscription obligatoire à France Travail des bénéficiaires du RSA → renforcement du lien déjà étroit entre conjoncture économique (activité, emploi, revenus) et conjoncture sociale
- Plan de lutte contre l'exclusion → déclinaison régionale de la stratégie nationale, qui précise que, « *au regard de la diversité des formes que peut revêtir la pauvreté dans la région, il est primordial que les actions soient adaptées et déployées au plus près des besoins spécifiques des habitants* »
- Publications récentes de l'Insee sur la pauvreté et les inégalités sociales (Exemples : Niveau de vie et pauvreté en 2023 - Insee Première – 2063; Panorama de la pauvreté en Île-de-France – Dossier N°9 octobre 2023) → en 2021, un taux de pauvreté de 16,1 % en Île-de-France et de 14,9 % en France métropolitaine
- Multiplication des données en open data et des outils de data viz → risques de confusion entre sources, difficultés à accéder à une information fiable et lisible
- Demande croissante des Conseils Départementaux de disposer d'une vision statistique d'ensemble sur les sujets sociaux, jusqu'ici disponible de manière dispersée

## 1. Contexte et enjeux (3/4)

Des réflexions qui se posent au niveau national ...

- Réflexions de la DREES au niveau national sur les indicateurs départementaux diffusées sur le champ des solidarités  
→ pluralité de sources et de canaux de diffusion (ISD, panorama statistique, VILAS)

...qui ne sont pas nouvelles en Île-de-France...

- Expérience de la MIPES (Mission d'information sur la pauvreté et l'exclusion sociale) en Île-de-France → Crée en 2001 suite à un rapport du CRIES dans le cadre d'une convention Etat-Région. La MIPES a reçu le mandat d'élaborer de façon annuelle un tableau synthétique d'indicateurs régionaux (rapport de mars 2006).

Et qui ne sont pas propres à l'Île-de-France...

- Préconisation de création de plateformes d'observation sociale au niveau régional → Depuis 1999, un cadre réglementaire existe en matière d'observation sociale au niveau régional (circulaire DAS-DREES n° 99-540 du 22 septembre 1999; Circulaire DREES/DGAS/MAREL n° 2006-317 du 11 juillet 2006; instruction N° DREES/OSOL/DGCS/DIHAL/2021/244 du 8 décembre 2021)
- **Le pilotage des plates-formes** confié aux préfets et par délégation aux **DREETS/DRIEETS**
- Une mise en œuvre différente selon les régions en matière d'ambition, de fonctionnement, d'animation...

# 1. Contexte et enjeux (4/4)

## Les plateformes de l'observation sociale en région : → Pas de modèle unique

### 11 actives en France métropolitaine + 1 en cours de lancement

- Nom de la plate-forme : Plate-forme de l'observation sanitaire et sociale; Réseau d'observation sociale et sanitaire; Dispositif régional d'observation sociale...
- Financement : extrêmement variable selon les régions et les années (difficile à évaluer précisément); contribution de la Drees
- Animation : en interne (Dreets); Externe [ORS (Observatoire régional de santé) - OR2S (Observatoire régional de la santé et du social); CREAI (centre régional d'études d'actions et d'informations) ; Autre : Carif-oref, opérateur...]
- Documents constitutifs : Charte, convention, règlement intérieur, accord de préfiguration, pas de document...
- Partenariats : en fonction du contexte local (ouverture très large ou restreinte)
- Livrables :
  - Organisation d'évènements : ateliers, groupes de travail (exemple de thème : pauvreté monétaire);
  - Production de statistiques, de TDB (exemple : baromètre social annuel), cartographie;
  - Diffusion de travaux ou d'études...
- Site internet :
  - Portage très différent selon les plateformes : Site dédié à la plateforme, Géoclip, site de la Dreets, page dédiée sur le site de l'organisme qui assure l'animation, ...
  - Exemples de sites :

- Auvergne-Rhône-Alpes : <https://www.pfoss-auvergne-rhone-alpes.fr/>

- Bourgogne-Franche-Comté : [transnum-v2.ac-dijon.fr/wordpress/ross/](http://transnum-v2.ac-dijon.fr/wordpress/ross/)

- Bretagne : [GéoPlatoss – Bretagne](#)

- Pays de la Loire : [Plateforme d'observation des solidarités des Pays de la Loire – DREETS](#)

- Provence-Alpes-Côte d'azur : [Carif-Oref Provence - Alpes - Côte d'Azur - DROS : présentation du dispositif](#)

## 2. Organisation et fonctionnement du groupe de travail

Un groupe de travail réunissant l'ensemble des administrations membres du CRIES

- Animé par deux conseils départementaux (78 et 93)
  - Insee et Drieets comme co-rapporteurs
- Plusieurs réunions de travail dès le second trimestre 2024

6 ateliers thématiques organisés au 1<sup>er</sup> semestre 2025, animés par des référents, issus des administrations productrices de données statistiques, afin de sélectionner des indicateurs pertinents :

- Contexte territorial (15 indicateurs & 2 indicateurs dans onglet « idéal »)
- Enfance/Famille/Jeunesse en danger (15 indicateurs & 12 indicateurs dans onglet « idéal »)
- Santé (14 indicateurs & 4 indicateurs dans onglet « idéal »)
- Hébergement & Logement (18 indicateurs & 4 indicateurs dans onglet « idéal »)
- Minima sociaux & Insertion (12 indicateurs & 3 indicateurs dans onglet « idéal »)
- Autonomie (20 indicateurs & 8 indicateurs dans onglet « idéal »)

→ Motifs justifiant de mettre des indicateurs en « idéal » et nécessitant des travaux complémentaires :

- Indicateurs non existant à ce jour, mais jugés importants ;
- Indicateurs existants mais non diffusés ;
- Indicateurs diffusés mais pas à la bonne maille géographique ou pas à la bonne fréquence ;
- Indicateurs existants, diffusés, et à la bonne maille et à la bonne fréquence, mais qui seraient plus des compléments apportés aux indicateurs déjà présentés dans le tableau de synthèse que comme de « nouveaux indicateurs ». Ce choix s'explique par le contexte dans lequel on se trouve et qui vise à limiter le nombre d'indicateurs dans la mesure où on travaille sur un document de synthèse (par ex : les effectifs sous-jacents aux taux présentés).

→ Un bilan largement positif de cette expérience, qui a notamment permis d'identifier une liste de 95 indicateurs jugés pertinents : émulation collective, participation active des membres, fiabilité et investissement des animateurs et des référents, perspectives de travaux ultérieurs...

### 3. Principaux sujets de débats (1/2)

#### Quel public/destinataire?

- Décideurs publics? Services métiers des différentes administrations en charge des sujets de cohésion sociale? Services statistiques de ces administrations? Grand public?

#### Quels indicateurs?

- Indicateurs existants uniquement ou création de nouveaux indicateurs? Indicateurs de gestion ou indicateurs statistiques?

#### Quelle échelle géographique?

- Multiplicité des zonages possibles et pertinents, selon les usages possibles (région, départements, EPCI-EPT, académies, comité local pour l'emploi...)
- Beaucoup d'indicateurs déjà disponibles à l'échelle départementale, donc échelon réaliste, mais souhait de disposer de données à l'échelle communale pour pouvoir reconstituer les indicateurs sur le périmètre géographique idoine
- La statistique maille communale peut être pertinente, mais beaucoup plus lourde à gérer, et soulève des questions complexes, notamment en matière de gestion du secret

#### Quelle fréquence d'actualisation?

- Indicateurs liés à la conjoncture sociale, avec 2 sens possibles du terme « conjoncture »
  - Indicateurs disponibles sur des temporalités infra annuelles (trimestrielles ou mensuelles) **OU** Indicateurs disponibles relativement rapidement à l'issue de la période considérée (quelques semaines ou mois?)
- Au-delà de ces questions, il ne paraît pas réaliste d'envisager une actualisation « au fil de l'eau », dès que les indicateurs sont disponibles par exemple

### 3. Principaux sujets de débats (2/2)

#### Quelle plus-value par rapport à l'existant?

- Centralisation des informations, niveau géographique ...

#### Quel format de restitution?

- Construction d'un tableau de bord « prêt à l'emploi », ou constitution d'une base de données?
- Document téléchargeable ou présentation dynamique (datavisualisation, cartographie, filtres envisageables...)

#### Quel mode de diffusion?

- Création d'un site internet dédié ou hébergement sur un site existant?
- Si hébergement sur un site existant, lequel? Est-il envisageable de le publier concomitamment sur plusieurs sites institutionnels?

#### Quels moyens?

- Investissement potentiellement lourd des administrations qui seraient en charge du livrable (conception, coordination, relances, vérifications, mise en ligne, SAV...)
- Une coordination potentiellement complexe à mettre en place entre acteurs, qui nécessite probablement une convention entre administrations responsables
- Coûts budgétaires directs (mise à disposition d'agents déjà occupés à d'autres tâches) et indirects (création d'un site, logiciels ad hoc...) dans un contexte budgétaire très contraint

## 4. Préconisations (1/2)

**Préconisation 1 :** A court terme (sert également de Phase test) : à partir de la liste des indicateurs définis par le groupe de travail, production d'un tableau de bord annuel, non dynamique, au niveau départemental

- Travail de coordination entre administrations
- Réunion annuelle des producteurs de données
- Mise en place d'une interface sur laquelle sera portée le tableau de bord

**Préconisation 2 :** A moyen terme, continuer le travail exploratoire

- 2.1 Pour la production des indicateurs identifiés comme manquant (« indicateurs idéaux/souhaités ») mais utiles pour l'observation sociale
  - Résultats incertains, qui dépendent des arbitrages et des choix des administrations productrices des données
- 2.2 Pour l'ajout d'une dimension dynamique (quels indicateurs, quel recul temporel, quelle représentation visuelle...)

## 4. Préconisations (2/2)

**Préconisation 3 :** A plus long terme, proposer une interface dynamique (cartographie ?), permettant de visualiser les différents indicateurs sélectionnés sur les périmètres géographiques variés (département, commune, EPCI/EPT, CLPE, ...), de les comparer à d'autres territoires, de télécharger les données, etc.

- Suppose une étude de marché concernant les outils envisageables
- Travail plus poussé de collaboration entre producteurs de données, avec une convention précisant les rôles respectifs, les formats, les calendriers de réflexions etc.
- Coût budgétaire plus élevé, qui incite fortement à une mutualisation des moyens des différentes administrations

**Préconisation 4 : mettre en place une communication afin de valoriser le tableau de bord**

- Créer une plate-forme de l'observation sociale en tant que lieu d'échanges entre institutionnels sur la conjoncture sociale au-delà du tableau de bord
- Réaliser une étude annuelle accompagnant la diffusion de chaque millésime du tableau de bord

**Préconisation 5 : restitution régulière (annuelle?) au CRIES de la mise en œuvre des préconisations**

**Préconisation 6 : reprendre les réflexions sur la construction d'un « indicateur social synthétique » ?**

- En s'inspirant des travaux amorcés par la Mipes : Des indices pour mesurer la situation sociale à Paris; NR 627 Outils mÈthodes

## 5. Illustration à partir d'une thématique : CONTEXTE TERRITORIAL

### Démographie



	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
<b>Population municipale en 2022</b>	2113705	1452399	1470778	1324546	1647435	1681725	1419531	1270845	<b>12380964</b>	65846250

Source : Insee, Recensement de la population

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
<b>Evolution annuelle moyenne de la population 2016 - 2022 (en %)</b>	-0,59	0,64	0,45	0,48	0,45	0,76	0,49	0,66	0,36	0,4

Source : Insee, Recensement de la population

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
<b>Part des familles monoparentales en 2022</b>	20	18,7	16,9	19,3	19,7	25,3	22,8	20,5	20,4	20,4

Source : Insee, Recensement de la population, exploitation complémentaire

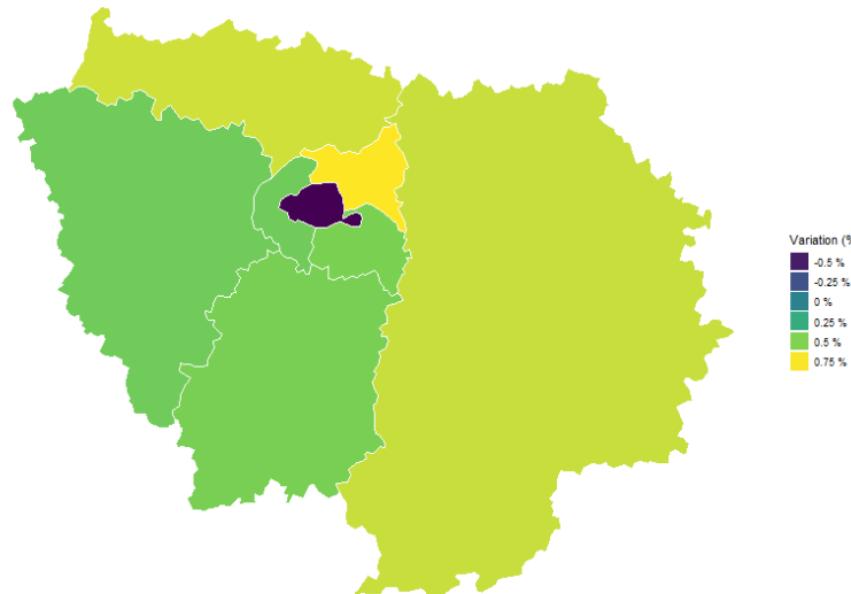
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
<b>Part des ménages d'une personne en 2022</b>	53,1	31,6	34	33,5	41,5	34,7	39,4	31,8	39,2	37,6

Source : Insee, Recensement de la population, exploitation complémentaire

## 5. Illustration à partir d'une thématique : CONTEXTE TERRITORIAL

### Démographie

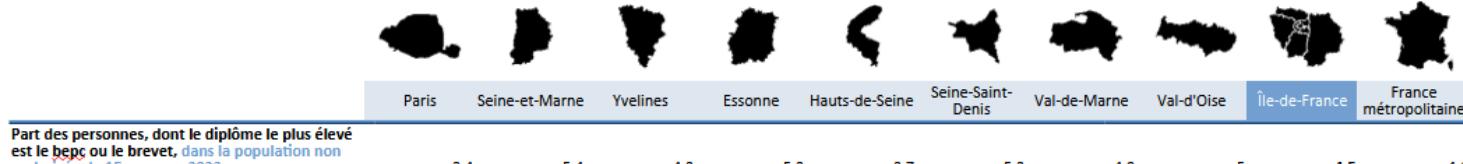
Évolution annuelle moyenne de la population 2016 - 2022 (en %)



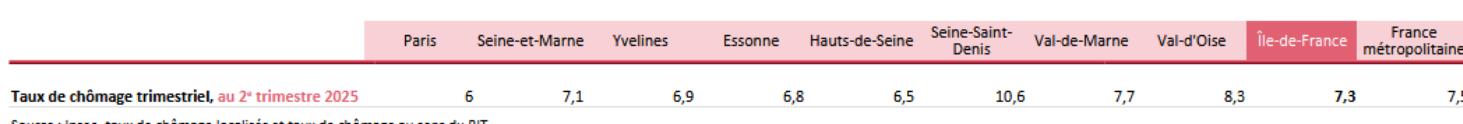
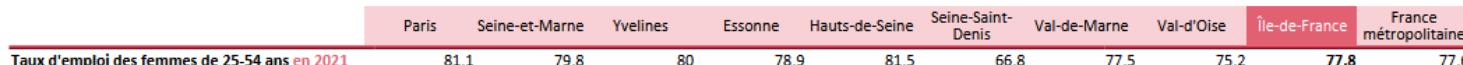
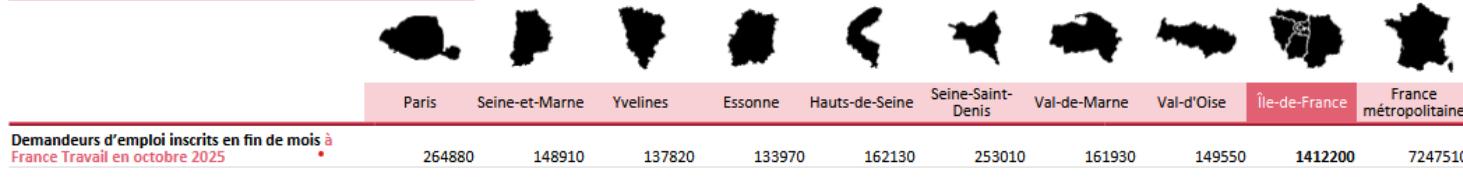
Source : Insee, Recensement de la population, exploitation complémentaire

## 5. Illustration à partir d'une thématique : CONTEXTE TERRITORIAL

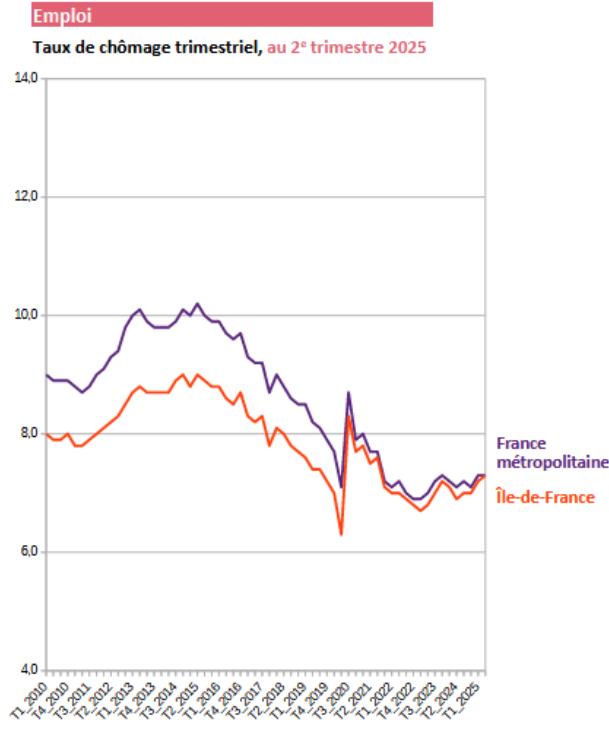
### Éducation



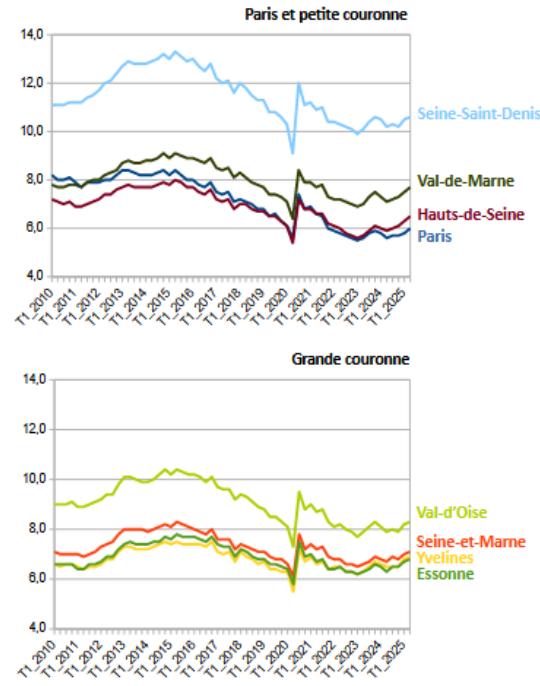
### Emploi



## 5. Illustration à partir d'une thématique : CONTEXTE TERRITORIAL



Source : Insee, estimations de taux de chômage localisés et taux de chômage au sens du BIT.



## 5. Illustration à partir d'une thématique : CONTEXTE TERRITORIAL

### Économie

Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
<b>Nombre de défaillances d'entreprises - Données brutes - Tous secteurs d'activité, au 3<sup>e</sup> trimestre 2025</b>									
999	378	223	302	294	407	333	204	3140	14397

Source : [Fiben](#), Banque de France.

Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
<b>Estimations trimestrielles d'emploi salarié en 2025 au 2<sup>e</sup> trimestre (milliers)</b>									
1 981,7	516,2	530,5	498,5	1 167,4	678,8	553,7	421,1	6347,9	25 100,0

Emploi en fin de trimestre, données [CVS](#).

Champ : France hors Mayotte, tous salariés.

Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, [Dares](#), Insee.

### Revenu

Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
<b>Part des revenus d'activité (%)</b>									
86,9	82,6	86,9	83,9	92,4	82,5	86,1	84,4	86,4	74,3
Part de l'ensemble des prestations sociales (%)	2,7	5,1	3,4	4,9	2,9	9,7	5,2	5,9	4,4

Source : [Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA](#), Fichier localisé social et fiscal

Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
<b>Taux de pauvreté en 2021</b>									
15,6	12,4	10,5	13,9	12,4	28,4	17,2	17,7	16,1	14,4

Source : [Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA](#), Fichier localisé social et fiscal

Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
<b>Médiane du niveau de vie en 2021</b>									
29730	24640	28130	25040	29720	19020	24270	23290	25210	24330

Source : [Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA](#), Fichier localisé social et fiscal

## Annexe : grilles par thématique (1/6)

Thématique	Libellé indicateurs retenus (15 indicateurs)	Libellé indicateurs souhaités (2 indicateurs)
	Taux de croissance annuel moyen de la population (TCAM)	Part de la population étrangère
	Population	Part de la population ayant emménagé depuis moins d'un an
	Répartition des ménages selon leur composition	
	Nombre trimestriel d'emplois salariés (secteur privé et secteur public confondus)	
	Nombre trimestriel de défaillances d'entreprises	
	Part de la population de 15 ans ou plus non scolarisée et sans diplôme qualifiant	
	Demandeurs d'emploi ABC en fin de mois	
	Taux d'emploi des femmes de 25 à 64 ans	
	Taux de chômage localisé	
	Taux de pauvreté	
	Quartiles de niveau de vie	
	Intensité de la pauvreté monétaire	
	Part des revenus d'activité dans le revenu disponible	
	Part de l'ensemble des prestations sociales dans le revenu disponible	
	Indice de diversité sociale	

## Annexe : grilles par thématique (2/6)

Thématique	Libellé indicateurs retenus (15 indicateurs)	Libellé indicateurs souhaités (12 indicateurs)
Enfance / Famille / Jeunesse en danger	Nombre de familles avec enfants selon la composition familiale	Le nombre de familles avec enfants mises à l'abri par le 115
	Dénombrement des enfants par tranche d'âges	Indicateur révélateur des addictions et des changements d'addiction auprès des jeunes
	Part des enfants de moins 21 vivant dans un foyer allocataire à bas revenus	Proportion de femmes enceintes ou sortant de maternité en difficulté d'hébergement prises en charge
	Part des familles nombreuses couvertes par la Caf sous le seuil de bas revenu	Taux de recours aux soins des mineurs présentant une dégradation de l'état de santé psychique
	Taux de pauvreté des familles monoparentales au seuil de 60%	Part des mineurs et jeunes majeurs (JM) avec une notification MDPH et une mesure ASE
	Taux de couverture global de l'accueil jeune enfant	Taux de poursuite en accompagnement jeunes majeurs pour les enfants avec une mesure ASE
	Taux de couverture en accueil collectif de l'accueil jeune enfant	Nombre de jeunes en centres médico-psycho-pédagogiques (CMPP) suivi par l'ASE
	Taux d'élèves boursiers	Nombre de personnes se présentant comme MNA pour évaluation de minorité
	Part des 15-24 ans sans diplôme qualifiant (sans aucun dipl, CEP, BEPC, brevet des collèges etc.)	Nombre de MNA mis à l'abri
	Part des moins de 18 ans parmi les personnes ayant eu une prescription d'antidépresseurs	Croisement entre familles monoparentales/familles nombreuses et le niveau de vie
	Taux de mesures d'aide sociale à l'enfance (ASE) : <i>part des 0-21 ans concernés par une mesure ASE par rapport à une population des 0-21 ans</i>	Part des mineurs avec une notification MDPH parmi les enfants accueillis en établissement ASE (indicateur annuel et couvrant tous les enfants accueillis et accompagnés)
	Nombre de mesures de milieu ouvert et des mesures d'accueil parmi mesures ASE concernant des mineurs	Nombre d'informations préoccupantes
	Nombre de mesures ASE pour des jeunes majeurs (18-21 ans)	
	Part des mineurs avec une notification de la MDPH (maison départementale des personnes handicapées) parmi les enfants accueillis en établissement ASE	
	Part des mineurs MNA (mineurs non accompagnés) et jeunes majeurs MNA parmi les 0-21 ans avec une mesure ASE	

## Annexe : grilles par thématique (3/6)

Thématique	Libellé indicateurs retenus (14 indicateurs)	Libellé indicateurs souhaités (4 indicateurs)
Santé	Part des médecins généralistes de 60 ans ou plus	Indicateurs relatifs à la santé mentale
	Taux de bénéficiaires (assurance maladie) ayant un médecin traitant	Indicateurs relatifs à la santé des enfants
	Densité des médecins généralistes libéraux (MG) du secteur 1, hors ceux ayant un mode d'exercice particulier (MEP)	Nombre de médecins généralistes en centre de santé
	Poids de l'activité des médecins généralistes en centre de santé	Taux standardisés de personnes prises en charge pour au moins une pathologie
	Espérance de vie à la naissance - Hommes	
	Espérance de vie à la naissance - Femmes	
	Taux standardisé de mortalité prématurée (avant 65 ans) - Hommes	
	Taux standardisé de mortalité prématurée (avant 65 ans) - Femmes	
	Taux standardisé de mortalité prématurée évitable	
	Taux brut de mortalité infantile (moins de 1 an)	
	Taux de recours à l'IVG (interruption volontaire de grossesse)	
	Proportion de bénéficiaires de la complémentaire santé solidaire (CSS)	
	Taux de natalité	
	Part de la population exposée à un niveau de cumul de nuisances et pollutions environnementales élevé ( $\geq$ Niveau 5)	

## Annexe : grilles par thématique (4/6)

Thématique	Libellé indicateurs retenus (18 indicateurs)	Libellé indicateurs souhaités (4 indicateurs)
<b>Hébergement &amp; Logement</b>	Logements sur-occupés	Nombre d'appels décrochés par chaque 115 départemental et nombre de demandes d'hébergement non pourvues
	Nombre de logements sociaux en service	Dénombrement des situations difficiles d'impayés parmi les bénéficiaires d'aide au logement
	Statut d'occupation (propriétaire, locataire privé, locataire social)	Taux d'effort net des ménages pour le logement si possible en distinguant parc locatif social, parc locatif privé et propriétaire
	Places ouvertes en hébergement généraliste	Part des ménages en situation de précarité énergétique
	Nuitées en hébergement hôtelier	
	Places ouvertes dans le cadre du dispositif national d'accueil (CADA, HUDA, CPH, assimilés)	
	Places ouvertes en logement adapté et en intermédiation locative	
	Personnes bénéficiaires du RSA sans logement stable ou hébergées	
	Part de demandes pour une attribution de logement locatif social	
	Nombre de ménages prioritaires parmi les demandeurs d'un logement locatif social	
	Nombre d'attributions d'un logement locatif social pour les ménages prioritaires	
	Nombre de concours à la force publique exécutés pour des ménages menacés d'expulsion	
	Nombre de personnes allocataires d'une aide au logement	
	Part des ménages allocataires d'une aide au logement dont le taux d'effort logement est > à 40%	
	Loyer moyen du parc social pour les baux signés au cours de l'année	
	Loyer moyen du parc privé pour les nouveaux entrants au cours de l'année	
	Evolution des prix de vente des logements collectifs anciens	
	Taux de mobilité dans le parc social	

## Annexe : grilles par thématique (6/6)

Thématique	Libellé indicateurs retenus (12 indicateurs)	Libellé indicateurs souhaités (3 indicateurs)
Minima sociaux & insertion	Répartition selon le genre (Femmes/Hommes) pour l'ensemble des bénéficiaires (RSA, prime d'activité et AAH)	Indicateur sur le non-recours aux prestations sociales
	Répartition par tranche d'âges (Moins de 26 ans; 26-49 ans; 50 ans et plus) pour l'ensemble des bénéficiaires (RSA, prime d'activité et AAH)	Bénéficiaires de l'allocation pour demandeur d'asile (ADA)
	Part de la population couverte par le RSA	Le nombre de personnes concernées pour tous les indicateurs de la grille synthèse
	Part des sorties positives du RSA	
	Part de la population couverte par la prime d'activité	
	Part de la population couverte par l'AAH (Allocation aux adultes handicapés)	
	Part des foyers allocataires dépendants à plus de 50% des prestations versées par la Caf	
	Part de la population couverte par l'ASS (Allocation de solidarité spécifique )	
	Part de la population âgée de 65 ans ou plus couverte par le minimum vieillesse	
	Part des jeunes accompagnés par la mission locale	
	Part des jeunes NEET	
	Part des bénéficiaires de l'AEEH (Allocation d'éducation de l'enfant handicapé)	

## Annexe : grilles par thématique (6/6)

Thématique	Libellé indicateurs retenus (20 indicateurs)	Libellé indicateurs souhaités (8 indicateurs)
Autonomie	Part de personnes de 60 ans et plus	Espérance de vie en bonne santé (ou sans incapacité) à 65 ans
	Indice de vieillissement	Part de la population de 60 ans et plus en cohabitation intergénérationnelle solidaire
	Part de personnes ≥ 75 ans vivant seules	Taux de recours en santé bucco-dentaire
	Taux de pauvreté des personnes âgées (PA) [60-74] ans	Nombre de personnes âgées sans abri
	Taux de pauvreté des personnes âgées ≥ 75 ans	Taux de personnes handicapées
	Taux de personnes âgées bénéficiaires de l'Allocation personnalisée d'autonomie en établissement (APAE) : >= 60 ans	Allocation adulte handicapé (AAH) droits ouverts par la MDPH
	Taux de personnes âgées bénéficiaires de l'Allocation personnalisée d'autonomie à domicile (APAD) : >= 60 ans	Part des enfants bénéficiant d'une mesure AESH et d'une orientation Ulis
	Taux de bénéficiaires de l'APA de GIR 1 et 2	Part des personnes RQTH effectivement en emploi
	Projection de la part de la population en risque de perte d'autonomie à l'horizon de 2035 (à l'horizon de 10 ans)	
	Bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement (ASH), en % du nombre de places d'hébergement pour personnes âgées	
	Nombre de places en établissement d'hébergement pour personnes âgées (EHPA)/ Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) rapporté à la population de 75 ans et plus	
	Nombre de places en Résidences autonomie rapporté à la population de 75 ans et plus	
	Taux d'équipement en places de service de soins infirmiers à domicile (SAD & SSIAD)	
	Taux d'équipement en services pour personnes handicapées (PH) adultes	
	Taux d'équipement en services pour personnes handicapées (PH) enfants	
	Taux d'équipement global en établissements d'hébergement (places, y compris accueil de jour) pour enfant et jeunes	
	Taux d'équipement global en établissements d'hébergement (places, y compris accueil de jour) pour adultes	
	Proportion d'élèves en situation de handicap parmi les élèves en milieu scolaire ordinaire (1D+2D) (en %)	
	Taux de personnes ayant un droit ouvert à la MDPH	
	Part de bénéficiaires d'une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH )	